



Marché sensible

PROJET DE MARCHÉ N°B24-07906

**REALISATION ET FOURNITURE DE 6 VEHICULES DE
TRANSPORT POIDS LOURDS**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par [nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire],

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

ET :

La société [à compléter par le soumissionnaire], au capital de [à compléter par le soumissionnaire] euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [à compléter par le soumissionnaire], sous le numéro [à compléter par le soumissionnaire], ayant son siège social [adresse à compléter par le soumissionnaire], et dont l'entité [à compléter par le soumissionnaire] située [à compléter par le soumissionnaire] exécutera les prestations, représentée par [nom du signataire à compléter par le soumissionnaire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire à compléter par le soumissionnaire],

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION.....	3
ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS.....	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	6
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 8 - CORRESPONDANTS.....	7
ARTICLE 9 - SUIVI DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 10 - REMISE DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES	9
ARTICLE 11 - RECETTE USINE.....	10
ARTICLE 12 - RECEPTIONS	10
ARTICLE 13 - GARANTIE.....	10
ARTICLE 14 - MAINTIEN EN CONDITIONS OPERATIONNELLES DE L'EQUIPEMENT (PSE).....	12
ARTICLE 15 - DISPOSITIONS FINANCIERES	12
ARTICLE 16 - AVANCE	14
ARTICLE 17 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....	15
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT	16
ARTICLE 19 - PENALITES	17
ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE	18
ARTICLE 21 - PROTECTION DU SECRET	18
ANNEXE 1 - DECOMPOSITION DES PRIX.....	21
ANNEXE 2 - PROCES VERBAL DE RECEPTION	22

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché (ci-après dénommé Marché) a pour objet de confier au Titulaire, **la réalisation, la fourniture et la livraison de 6 véhicules de transport poids lourds**, ci-après désignés collectivement les Equipements, et individuellement l'Equipement, pour les besoins du CEA.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante le cahier des charges référence CEA/LR/DSAT/SIO DR 66 du 18/06/2024 (ci-après dénommé le Cahier des Charges), ses annexes et ses documents applicables,
- l'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM « en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée [à compléter par le soumissionnaire] en date du [à compléter par le soumissionnaire].

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION

Conformément aux spécifications techniques du cahier des charges référencé à l'article 2 supra, les prestations forfaitaires se décomposent comme suit :

Une part ferme :**❖ POSTE 1 – CONCEPTION DES POIDS LOURDS, COMPRENANT :**

- La conception des poids lourds (choix du porteur)
- La conception de la cellule (caisse isotherme),
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE1 – chiffrage obligatoire) : l'atteinte manuelle d'une vitesse de 110km/h**

❖ **POSTE 2 - FOURNITURE DU PL1 (LR), COMPRENANT :**

- La fabrication du poids lourd,
- Les frais administratifs et d'immatriculation,
- Le carburant et l'AD Blue,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE2a – chiffrage obligatoire) :** Le maintien en conditions opérationnelles (entretien, visites techniques, assistance et dépannage inclus) pour une durée de 5 ans à compter de la date de livraison, soit jusqu'en 2031,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE2b – chiffrage obligatoire) :** L'extension de garantie de 3 ans supplémentaires à l'issue de la période de garantie légale soit de 2028 à 2031,

❖ **POSTE 3 - FOURNITURE DU PL2 (CESTA), COMPRENANT :**

- La fabrication du poids lourds,
- Les frais administratifs et d'immatriculation,
- Le carburant et l'AD Blue,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE3a – chiffrage obligatoire) :** Le maintien en conditions opérationnelles (entretien, visites techniques, assistance et dépannage inclus) pour une durée de 4 ans à compter de la date de livraison, soit jusqu'en 2031,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE3b – chiffrage obligatoire) :** L'extension de garantie de 3 ans supplémentaires à l'issue de la période de garantie légale soit de 2029 à 2032,

❖ **POSTE 4 - FOURNITURE DU PL3 (LR), COMPRENANT :**

- La fabrication du poids lourds,
- Les frais administratifs et d'immatriculation,
- Le carburant et l'AD Blue,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE4a – chiffrage obligatoire) :** Le maintien en conditions opérationnelles (entretien, visites techniques, assistance et dépannage inclus) pour une durée de 3 ans à compter de la date de livraison, soit jusqu'en 2031,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE4b – chiffrage obligatoire) :** L'extension de garantie de 3 ans supplémentaires à l'issue de la période de garantie légale soit de 2030 à 2033,

Une part optionnelle :❖ **POSTE 5 (OPTIONNEL) - FOURNITURE DU PL4 (LR), COMPRENANT :**

- La fabrication du poids lourds,
- Les frais administratifs et d'immatriculation,
- Le carburant et l'AD Blue,

- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE5a – chiffrage obligatoire)** : Le maintien en conditions opérationnelles (entretien, visites techniques, assistance et dépannage inclus) pour une durée de 2 ans à compter de la date de livraison, soit jusqu'en 2031,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE5b – chiffrage obligatoire)** : L'extension de garantie de 3 ans supplémentaires à l'issue de la période de garantie légale soit de 2031 à 2034,

❖ **POSTE 6 (OPTIONNEL) - FOURNITURE DU PL5 (CESTA), COMPRENANT :**

- La fabrication du poids lourds,
- Les frais administratifs et d'immatriculation,
- Le carburant et l'AD Blue,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE6a – chiffrage obligatoire)** : Le maintien en conditions opérationnelles (entretien, visites techniques, assistance et dépannage inclus) pour une durée de 1 an à compter de la date de livraison, soit jusqu'en 2031,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE6b – chiffrage obligatoire)** : L'extension de garantie de 3 ans supplémentaires à l'issue de la période de garantie légale soit de 2032 à 2035,

❖ **POSTE 7 (OPTIONNEL) - FOURNITURE DU PL6 (LR), COMPRENANT :**

- La fabrication du poids lourds,
- Les frais administratifs et d'immatriculation,
- Le carburant et l'AD Blue,
- **En prestation supplémentaire éventuelle (PSE7 – chiffrage obligatoire)** : L'extension de garantie de 3 ans supplémentaires à l'issue de la période de garantie légale soit de 2033 à 2036,

Chaque option pourra être levée séparément selon les modalités suivantes :

- Options (postes 5 à 8) : la décision de lever l'option est prise par le CEA par courrier recommandé avec avis de réception adressé au Titulaire dans un délai de 12 mois précédant la date de livraison de l'Equipement concerné,
- **Prestations supplémentaires éventuelles (PSE1a à PSE7)** : les prestations supplémentaires ne peuvent être levées par le CEA qu'à la signature du Marché. Elles seront alors réputées intégrées à l'Equipement concerné (ferme ou optionnel).

Le retard de levée d'option ou l'absence de levée d'option n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés à l'article 2.1 du cahier des charges référencé supra, dont notamment :

- Poste 1 : Livraison des caractéristiques techniques des poids lourds en 2025
- Poste 2 : Livraison PL1 en 2026,
- Poste 3 : Livraison PL2 en 2027,
- Poste 4 : Livraison PL3 en 2028,
- Poste 5 (en cas de levée d'option) : Livraison PL4 en 2029,
- Poste 6 (en cas de levée d'option) : Livraison PL5 en 2030,
- Poste 7 (en cas de levée d'option) : Livraison PL6 en 2031.

ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 Conformité aux normes

L'Equipement doit être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et dans l'Union Européenne. Il doit présenter une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Equipement doit être accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité et toute attestation spécifique ou réglementaire relatifs à l'Equipement ou élément de l'Equipement.

5.2 Mesures relatives à l'exécution des prestations

Le Titulaire doit posséder les qualifications et les autorisations nécessaires relatives à l'exécution du Marché. Les moyens et équipements utilisés pour l'exécution du Marché doivent être conformes à la législation en vigueur. Le Titulaire doit détenir les agréments obligatoires nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Dans ces conditions, le Titulaire doit fournir au CEA Le Ripault, l'ensemble des documents (qualifications, autorisations, agréments) attestant de sa capacité à réaliser la prestation.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs ainsi que de son personnel. Il garantit expressément le CEA de tout recours de ce fait.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1 Obligations du Titulaire

6.1.1 Obligation de résultat

La prestation, objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent Marché et respecter cette obligation de résultat.

6.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du Marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

6.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA met à disposition du Titulaire les documents ou informations nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprochent pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent Marché. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation.

ARTICLE 8 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du CEA LR sont :

Au plan technique	Au plan commercial et financier
M/Mme [à compléter]	M/Mme [à compléter]
☎ 02.47.34[à compléter]	☎ 02.47.34[à compléter]
E-mail [à compléter]	E-mail [à compléter]

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du CEA CESTA sont :

Au plan technique	Au plan commercial et financier
M/Mme [à compléter]	M/Mme [à compléter]
☎ 02.47.34[à compléter]	☎ 02.47.34[à compléter]
E-mail [à compléter]	E-mail [à compléter]

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du Titulaire sont :

Au plan technique :	Au plan commercial et financier
M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

ARTICLE 9 - SUIVI DES PRESTATIONS

9.1 Généralités

Le Titulaire du Marché reste seul responsable vis-à-vis du CEA.

Les Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des Parties.

9.2 Réunions

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiennent des réunions, dans les locaux du Titulaire, dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord.

9.2.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement est effectuée, après la signature du Marché par les Parties, à une date à convenir entre les Parties.

Lors de cette réunion, le Titulaire doit notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du Marché. Ce planning doit être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

9.2.2 Réunion d'avancement

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties peuvent tenir des réunions dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Toutefois, les interlocuteurs techniques peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou de l'autre Partie par échange de correspondances.

9.2.3 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai deux semaines suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 10 - REMISE DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES

10.1 Livrables

Au titre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire est tenu de remettre a minima au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans le Cahier des Charges (paragraphe 6.3).

10.2 Délais de remise des livrables

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés des documents techniques demandés au Cahier des Charges (plans, schémas, nomenclature, notice...), ces documents étant indispensables au suivi technique et à l'exercice des garanties.

En conséquence, tout retard dans la remise de ces documents qui conditionne la réception technique de l'Equipement entraînera l'application des pénalités prévues au présent Marché.

En outre, tout dommage résultant d'une erreur de son fait liée à l'absence des plans et documents techniques, soit à leur non mise à jour, entraîne la mise à la charge du Titulaire de tous les frais de remise en état, ainsi que le maintien de tous droits de garantie.

En cas de levée de PSE, chaque intervention du Titulaire sur l'Equipement, dans le cadre de la garantie, de la maintenance préventive et de la maintenance curative, donne lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui sont à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement de l'Equipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires dans un délai de 5 jours ouvrés à l'issu de l'intervention, sont signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent Marché. Toute prestation reconnue défectueuse est reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

10.3 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications doivent également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

10.4 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du Cahier des Charges, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

10.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance du Marché quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 11 - RECETTE USINE

Chaque poids lourd fourni par le Titulaire au titre du présent Marché fait l'objet d'une recette dans ses ateliers. Celle-ci a pour but de constater que l'Equipement atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans le Cahier des Charges.

La recette est effectuée par le Titulaire conformément aux prescriptions définies notamment dans le Cahier des Charges, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32 des CGA.

La recette usine ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité de l'Equipement à l'ensemble des textes en vigueur, à l'obligation de fournir les certificats correspondants et plus généralement sa responsabilité au titre des obligations contractuelles.

ARTICLE 12 - RECEPTIONS

12.1 Réception de l'Equipement

La réception de chaque poids lourd est effectuée dans les locaux du Titulaire.

La réception est prononcée après acceptation par le CEA de l'Equipement et de l'ensemble des livrables documentaires établis en exécution du Marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception emporte transfert de propriété de l'Equipement au bénéfice du CEA.

12.2 Réception des prestations de MCO (en cas de levée des PSE)

Sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés, la réception des prestations de maintien en condition opérationnelle est prononcée annuellement.

ARTICLE 13 - GARANTIE

13.1 Garantie de l'Equipement

13.1.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée minimale de 2 ans et d'une durée maximale de 5 ans (en cas de levée des PSE) à compter de la date de réception, porte sur l'ensemble de l'Equipement (châssis et cellule compris), y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Equipement est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait du Titulaire.

13.1.2 Périmètre de la garantie

La garantie couvre la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans le Cahier des Charges. La garantie s'applique également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications à l'Equipement pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée de l'Equipement sont garanties. De même, la garantie ne peut s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

13.1.3 Délais d'intervention et de réparation pendant la garantie

Pendant la période de garantie de l'Equipement, le Titulaire s'engage à intervenir et réparer l'Equipement dans un délai de 5 jours ouvrés faisant suite à l'appel ou le courriel du CEA.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à trouver une solution de contournement sous 10 jours ouvrables à compter du 1^{er} jour de son intervention.

L'intervention du Titulaire comprend :

- ❖ Le diagnostic complet de la panne,
- ❖ L'échange standard ou la réparation des pièces courantes,
- ❖ La remise en conditions opérationnelles de l'Equipement suivant les spécifications initiales,
- ❖ ...

13.2 Garantie des interventions sur l'Equipement

Chaque intervention sur l'Equipement dans le cadre de la garantie et de la maintenance de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fait l'objet d'une garantie d'une durée minimale de 2 ans et d'une durée maximale de 5 ans (**en cas de levée de PSE**) à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

13.3 Connaissance de l'Equipement

Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Equipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de réception de l'Equipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

ARTICLE 14 - MAINTIEN EN CONDITIONS OPERATIONNELLES DE L'EQUIPEMENT (PSE)

Les dispositions relatives au maintien en conditions opérationnelles, à l'assistance téléphonique et au dépannage sont précisées au paragraphe 2.2 du Cahier des Charges référencé à l'article 2 supra.

ARTICLE 15 - DISPOSITIONS FINANCIERES**15.1 Montant du Marché**

Le montant total du Marché est plafonné à la somme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), en cas de levée de l'ensemble des options.

Il se décompose comme suit :

- Au titre des prestations fermes : un montant forfaitaire et révisable de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES).
- Au titre des prestations optionnelles : un montant plafond de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES), comprenant :
 - o Poste 5 : un montant forfaitaire et révisable de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES),
 - o Poste 6 : un montant forfaitaire et révisable de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES),
 - o Poste 7 : un montant forfaitaire et révisable de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES).

Le montant plafond du présent marché est détaillé en annexe 1. Il ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des montants indiqués ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (ordre de service ou fiche de modification sur devis préalable) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

15.2 Révision des prix

Les prix du Marché sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (soit XXXX 20XX).

Les prix associés à la conception des poids lourds et la fabrication des PL1 à PL3 sont fermes et non révisables.

Les prix associés à la fabrication des PL4 à PL6 (en cas de levée des options), sont révisables selon les modalités de l'article 15.2.1.

Le cas échéant, les prix associés aux extensions de garantie sont fermes sur toute la durée du marché.

Le cas échéant, les prix associés au de maintien en conditions opérationnelles des poids lourds sont fermes pour les PL1 à PL3 puis révisables pour les PL4 à 6 (en cas de levée des options), selon les modalités de l'article 15.2.2.

15.2.1 Révision des prix de l'Équipement

Au plus tard un (1) mois avant le lancement en fabrication de l'Équipement concerné, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault une proposition de coefficient de révision, basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times [0,70 \times (\text{Indice1} / \text{Indice1}_0) + 0,30 \times (\text{Indice2} / \text{Indice2}_0)]$$

$$P = P_0 \times C$$

dans laquelle :

C	coefficient de révision
P ₀	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre
P	Prix révisé
Indice 1 ₀	Valeur de l'indice de « production de l'industrie française pour le marché français – Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques » au mois de (mois de remise de l'offre) Identifiant INSEE : 010764249
Indice 2 ₀	Valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques » au mois de (mois de remise de l'offre) Identifiant INSEE : 001565183
Indice 1 Indice 2	Dernières valeurs connues de ces mêmes indices à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix

15.2.2 Révision des prix du maintien en conditions opérationnelles (MCO) de l'Équipement (en cas de levée des PSE)

Au plus tard (1) mois avant le démarrage du MCO de l'Équipement concerné et des dates anniversaires postérieures, le Titulaire transmet par écrit au CEA une demande de révision des prix avec une proposition de coefficient de révision, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + [0,85 \times (\text{Indice1} / \text{Indice1}_0)]$$

$$P = P_0 \times C$$

dans lesquelles :

C	coefficient de révision
P ₀	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre
P	Prix actualisé
Indice 1 ₀	Valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques » au mois de (mois de remise de l'offre) Identifiant INSEE : 001565183
Indice 1	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition

15.2.3 Modalités applicables aux révisions des prix

Les coefficients de révision obtenus sont arrondis au millième inférieur.

Le cas échéant, après vérification du coefficient calculé proposé par le Titulaire, le CEA accepte ou non ce dernier par écrit. La révision ne peut être effective qu'après accord écrit du Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus peut être rejetée par le CEA.

Tout retard imputable au Titulaire n'est pas pris en compte dans le calcul de la révision des prix des prestations concernées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer les dispositions de révision des prix.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent Marché, les indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue au Marché, les nouveaux indices s'appliqueront de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

15.3 Régime fiscal

Le présent Marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 16 - AVANCE

16.1 Conditions générales d'octroi des avances par le CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

16.2 Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5% ou 30% ou le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance ou les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

A la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue.

16.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à la réception du porteur châssis du poids lourd n°1.

Le remboursement de l'avance pour la tranche optionnelle s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à la réception du porteur châssis du poids lourd n°4.

16.4 Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe X.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 17 - ECHEANCIER DE FACTURATION

Les facturations relatives à l'exécution du présent Marché sont établies de la façon suivante :

Au titre de la part ferme :

❖ Poste 1 – Conception des poids lourds :

- 100 % du montant HT du poste après acceptation par le CEA des livrables correspondants,

❖ Postes 2 à 4 - Fourniture des poids lourds :

- 30 % du montant HT du poste concerné, à la réception par le CEA du porteur châssis cabine, sur procès-verbal signé contradictoirement des Parties,

- 30% du montant HT du poste concerné au titre de la recette de la cellule isotherme, après contrôles en usine jugés satisfaisants par le CEA, constatés par un procès-verbal signé contradictoirement des Parties,
- 40 % du montant HT du poste concerné, au titre de la réception définitive de l'Équipement, après signature contradictoire procès-verbal de réception signé contradictoirement des Parties.

Au titre de la part optionnelle (en cas de levée de l'option concernée) :

❖ Postes 5 à 7 - Fourniture des poids lourds :

- 30 % du montant HT du poste concerné, à la réception par le CEA du porteur châssis cabine, sur procès-verbal signé contradictoirement des Parties,
- 30% du montant HT du poste concerné au titre de la recette de la cellule isotherme, après contrôles en usine jugés satisfaisants par le CEA, constatés par un procès-verbal signé contradictoirement des Parties,
- 40 % du montant HT du poste concerné, au titre de la réception définitive de l'Équipement, après signature contradictoire procès-verbal de réception signé contradictoirement des Parties.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CER-D,
- la référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir : n° de commande SAP
- l'intitulé du Marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe n°3).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour les factures concernées, les révisions de prix font l'objet d'une ligne de facturation séparée clairement identifiée comportant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le coefficient de révision appliqué,
- le prix révisé.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA/DAM/DCG
SCD/BCD
Bâtiment Dune
Comptabilité fournisseurs
Bruyères-le-Châtel
91297 ARPAJON Cedex

ARTICLE 19 - PENALITES

Les pénalités définies dans le présent Marché sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- Cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total du Marché.

Les pénalités ne sont pas libératoires de la responsabilité du Titulaire. Outre ces dispositions, l'article 39.2 des CGA s'applique au présent Marché.

Chaque fois que le CEA constate une inexécution totale ou partielle, ou une mauvaise exécution du Marché du fait du Titulaire, des pénalités peuvent lui être appliquées dans les conditions ci-après :

DESCRIPTION DEFAILLANCE	PENALITE	COMMENTAIRE
Non-respect des délais d'exécution	2/1000 du montant HT de l'Equipement concerné	Par jour ouvré de retard
Absence aux réunions et points d'arrêt organisés par le CEA	250,00 €HT	Par constat
Mauvaise exécution des prestations ⁽¹⁾	1 000,00 €HT	Par constat

⁽¹⁾ Le CEA est seul juge de l'opportunité de déterminer si ces prestations doivent être recommencées dans le délai prescrit. Les prestations qui ne répondraient pas aux besoins exprimés par le CEA doivent être immédiatement refaites par le Titulaire ou à défaut par un prestataire du CEA aux frais du Titulaire.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du Marché ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du Marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraîne la résiliation du présent Marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 21 - PROTECTION DU SECRET

Le marché est un marché sensible au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

21.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés sensibles qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS), dans la mesure où un PCS est rédigé par le CEA pour le marché.

21.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (ou « IM 900 ») sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

21.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, et notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

21.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
 - o des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - o de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - o du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

21.5 Le Titulaire s'engage à affecter aux prestations du marché à réaliser dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, des personnels de sa société ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, **sauf autorisation écrite du CEA.**

Le Titulaire procédera au plus tard, trois mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

21.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrage par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

- 21.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de contrats sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. À cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

- 21.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

Fait à MONTS, en double exemplaire

Pour le Titulaire,
Le

Pour le CEA,
Le

ANNEXE 1 - DECOMPOSITION DES PRIX

ANNEXE 2 - PROCES VERBAL DE RECEPTION**PROCES VERBAL DE RECEPTION**

COMMANDE N° : 4600

DEMANDE D'ACHAT N° :1680

FOURNISSEUR :

OBJET :

Je soussigné, , pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.☐ Est prononcée :☐ Avec réserve(s) :- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. ⁽¹⁾- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). ⁽¹⁾

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A , le

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

⁽¹⁾ (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à : , Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de
contrat